

NOTRE PRIME.

"AU PIED DE LA CROIX."

Gravé par A. DANSE, d'après le Tableau du célèbre Peintre THOMAS.

Cette superbe gravure, chef-d'œuvre artistique et religieux, est à l'heure qu'il est sous presse, et dans quelques jours sera prête à être distribuée à ceux de nos abonnés qui se trouvent dans une des catégories suivantes :

1o. Ceux qui auront payé leur abonnement courant, pourvu que le terme pour lequel ils auront payé renferme les trois premiers mois de l'année prochaine.

2o. Ceux dont l'abonnement expire le, ou avant le 1er Janvier prochain, et qui le renouvelleront, en payant le terme courant et les six mois suivants, d'avance.

3o. Enfin les nouveaux abonnés qui donneront leurs noms d'ici au 1er Janvier, et paieront pour six mois en s'abonnant.

N. B.—Les nouveaux abonnés peuvent faire dater leur abonnement soit du 1er Mai dernier (numéro dans lequel commence le roman de l'Intendant Bigot, et dans ce cas, ils devront payer un an d'abonnement), soit du 1er Janvier prochain.

Ces conditions que nous mettons à la distribution de notre PRIME paraîtront justes et raisonnables à tous nos abonnés, lorsqu'ils auront vu cette gravure. Rien de semblable n'a jamais été publié jusqu'à ce jour en Amérique, et personne ne peut en acheter une copie nulle part à moins de CINQ DOLLARS. C'est le prix de la gravure que nous donnons aux abonnés de l'Opinion Publique. Nous n'en dirons pas davantage.—Voyez la gravure et jugez-en par vous-mêmes. Nos agents la recevront partout d'ici au 1er Novembre. Ceux de nos abonnés qui résident dans des endroits où nous n'avons pas d'agent, recevront par la poste, en se conformant aux conditions susdites, leur gravure, soigneusement roulée sur un bois, et les frais de poste payés.

Montréal, 26 Octobre 1871.

AVIS À NOS ABONNÉS DE MONTRÉAL.

Notre agent, M. Dorion, devant commencer à la fin de cette semaine, la collection des argents dus pour abonnement à L'OPINION PUBLIQUE, dans toutes les parties de la cité de Montréal, nous prions, en conséquence, nos abonnés, de vouloir bien se tenir prêts à régler leurs comptes avec lui afin de pouvoir recevoir la prime.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 7 DECEMBRE, 1871.

A TRAVERS LE TIMES.

Le 9 novembre eut lieu, à Londres, le banquet annuel du Lord-Maire. La fête a été moins brillante et moins intéressante que les années passées. On y remarquait l'absence des chefs conservateurs et de plusieurs membres éminents du gouvernement. Deux discours ont surtout fait les frais de la séance, et ils ne sont pas d'un intérêt bien absorbant.

M. Shenck, l'ambassadeur américain, a eu des paroles heureuses et éloquents pour remercier les Anglais des secours fournis aux incendiés de Chicago. De tels actes de générosité internationale valent mieux, pour assurer la paix et l'harmonie entre les peuples, que tous les traités les plus solennellement bûlés, mais qu'on déchire si facilement depuis que la force a pris la place du droit.

M. Gladstone a fait le second discours. C'est un coup-d'œil complaisant et flatté jeté sur la politique étrangère de son gouvernement depuis qu'éclata le duel sanglant entre la France et la Prusse. L'âge d'or semble être arrivé pour l'Angleterre; elle n'a plus de guerre à redouter; une paix profonde, et qui sera éternelle, règne entre elle et toutes les nations de l'univers. L'Angleterre semble toucher au millénium promis aux imbéciles par les béotiens de l'idée socialiste.

En même temps que M. Gladstone fait ce riant tableau du bonheur de John Bull, il veut bien condescendre à donner au monde étonné le secret de sa double recette: d'abord, ne pas se mêler des affaires des autres; pratiquer soigneusement le principe de non-intervention, qui consiste à laisser assassiner ou voler son voisin sans bouger de chez soi ni crier à la police.

L'autre recette a bien son prix; elle a pour base la concession et l'arbitrage. Vous voyez d'ici poindré le Traité de Washington. L'homme d'état anglais vante, élève jusqu'au sublime la leçon qui ressort de cette importante convention. Les deux grands peuples avaient, suivant Gladstone, des sujets de difficultés irritants et de nature à provoquer une guerre entre eux. Au lieu d'en venir là, ils ont décidé de faire quelques sacrifices réciproques, et ont noblement soumis à des arbitres toutes leurs querelles. C'est un grand exemple pour l'humanité et désormais les souverains comme les peuples, au lieu

de s'égorger, se donneront le baiser de paix et prieront leurs voisins de régler leurs procès à l'amiable.

Tout cela est beau, très-beau même. Mais c'est de l'utopie; cet enthousiasme naïf chez Gladstone prouve chez lui une nature plus généreuse que judicieuse, si, toutefois, ces effusions humanitaires ne servent pas à voiler l'habileté du ministre qui veut que sa politique soit la cause de tout le bonheur dont l'Angleterre paraît jouir.

Les Anglais et les Américains n'ont si bien réglé leur différend que parce qu'ils n'ont jamais eu envie de se battre pour les quelques piastres qui les divisaient. S'ils eussent été voisins, comme la Prusse et la France; si les mêmes questions eussent surgi entre eux, — questions d'honneur, de prestige, d'équilibre européen et d'existence nationale—ils n'auraient pas été plus sages que les deux grandes puissances européennes.

Il faudra autre chose que l'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis pour empêcher l'Europe d'en venir de nouveau aux mains; pour empêcher la France, la Prusse, la Russie, l'Autriche, l'Italie, l'Angleterre elle-même, d'entrer dans la guerre épouvantable qui se prépare inévitablement et qui ne sera, aux yeux du philosophe chrétien, que le résultat de la politique de la force, de la politique sans Dieu dont le règne se fait depuis trop longtemps sentir.

Bien des humiliations sont réservées aux officiers chargés de l'administration anglaise dans les Indes. Un trait frappant. Il y a, dans une prison non loin de Calcutta, 47 prisonniers, Brahmines ou Hindous, condamnés en septembre à la détention pour la vie, pour crime sérieux. Ils sont de haut parage, appartiennent à une caste antique et réputée la plus noble. Ils portent un insigne traditionnel—quelques lambeaux de coton attachés à l'épaule gauche. Cette marque de distinction assure aux gens de la tribu des privilèges considérables, qu'ils revendiquent même en prison, mais qui sont naturellement incompatibles avec l'état de condamnés à une peine emportant même privation des droits civils. Un Dr. Eades, surintendant de la prison, trouve donc tout juste, en faisant la toilette de ses pensionnaires, de retrancher la guenille qui les aurait protégés et leur aurait rendu l'incarcération mille fois plus douce qu'aux autres prisonniers. De là, grande colère et soulèvement formidable, qu'on ne put réprimer qu'en blessant assez gravement 37 de ces incorrigibles hindous. Quelques jours après, les mutins recouvrèrent leurs insignes et le Dr. Eades fut destitué! Et il le fallait bien: la mesure prise par le docteur aurait pu causer une nouvelle insurrection digne de celle de 1857, au dire des correspondants du Times.

Une nation aussi puissante que l'Angleterre, qui ne peut contenir ces vastes domaines indiens, qu'elle déclare indispensables à son existence et à sa grandeur, qu'en subissant de telles humiliations, ne peut se vanter d'être trop solidement assise. Elle ferait bien de jeter des regards moins dédaigneux sur le continent et de compter moins sur l'invulnérabilité qu'elle croit tirer de sa position insulaire.

Une petite revanche que la providence se donne contre l'Angleterre. Tout le monde catholique a encore présent à l'esprit le mal immense fait par l'Angleterre, sous Lord Palmerston, à la cause de la papauté, au nom du principe des nationalités. C'est de cette époque (1856) que commença, à proprement parler, le drame dont le dénouement à fini par le vol des Etats Pontificaux, de Rome elle-même ensuite et l'emprisonnement du Pape dans son propre palais. Lord Palmerston, toute la presse anglaise, le Times surtout, tous les hommes d'état anglais ont puissamment encouragé Cavour et l'unité italienne.

La rétribution est déjà un peu venue, la Providence a déjà pris un assez bon-à-compte par l'Irlande. Plus l'Angleterre fait de concessions pour concilier et pacifier l'Isle Soeur, plus celle-ci se montre intraitable: elle plaide énergiquement le "principe des nationalités" et veut absolument le "home rule." Le plus amusant, qui peut devenir le plus sérieux, c'est que le principe gagne du terrain même en Angleterre. Le Pays de Galles s'en mêle. Le gouvernement vient d'envoyer un juge qui ne connaît pas le dialecte Welche. Force représentations sont faites à Lord Hatherly de qui dépend la nomination; on ne veut pas d'un juge qui ne parle que l'anglais; on va même beaucoup plus loin; on réclame d'autres franchises provinciales en grand nombre et si étendues qu'elles se rapprochent énormément du home rule, de l'autonomie nationale revendiquée par l'Irlande. Le Times jette les hauts cris; il a une indignation sublime, un mépris de Jupiter tonnante contre ces bons habitants du pays de Galles, contre ces Welches jugés depuis trois cents ans par des magistrats qui n'ont jamais su un mot de leur dialecte, de leur dialecte qui est à peine un patois respec-

table. Et le Times se lamente sur les aberrations nombreuses créées par le "principe des nationalités," qui est pire que la peste du siècle.

Il est fâcheux que la lumière soit venue si tard au Times. Ses magnifiques articles sur la nationalité italienne, à la façon Cavour; ses injures, ses calomnies, ses trop énergiques philippiques contre le Pape et son gouvernement n'auraient peut-être pas vu le jour. Et le pire de tout cela, le plus mauvais côté de ces odieuses palinodies du peuple et des hommes d'état anglais dans cette fameuse question de "principe des nationalités," c'est que leur politique se faisait surtout sentir vis-à-vis les faibles, et qu'on l'invoquait quand elle servait l'intérêt de l'Angleterre et que son exécution n'offrait pas de danger.

Dans "Pie IX et Lord Palmerston," Montalembert a flétri en termes ineffaçables ce triste côté de la politique anglaise. Il y a là une apostrophe à Lord Palmerston qu'il serait cruel mais très-utile et très-opportun de rappeler à l'Angleterre et au Times.

"..... Vous êtes très-fort, (écrit de Montalembert interpellant le célèbre homme d'état anglais) très-fier, très-Romain devant les faibles. Vous l'êtes beaucoup moins devant des rivaux dignes de vous. Avec le concours de la France, et poussé par elle, vous avez fini par braver et par dompter la puissance de la Russie; mais vous ne vous êtes engagé dans la lutte qu'avec la certitude d'avoir le bon droit et même les bons procédés de votre côté. Vous en agissiez de même avec l'Amérique dans un conflit qui menaçait récemment d'éclater et qui pouvait devenir si sérieux.....

"mais pour Dieu, que ne pratiquez-vous cette longanimité, cette modération à l'égard des petits et des faibles? Là, certes, elle serait encore plus légitime, plus naturelle et de meilleur goût. Elle vous préserverait de ce scandaleux contraste entre la grossièreté des outrages que vous prodiguez au Roi d'un Etat de huit cent mille âmes, et l'humble résignation avec laquelle vous acceptez le renvoi de votre ambassadeur par le chef d'une nation de vingt millions d'hommes....."

C'était sanglant, mais bien mérité. L'Angleterre, protectrice, à l'étranger et pour son bénéfice, de la révolution et du principe des nationalités exploité contre le Pape et le catholicisme, est aujourd'hui chez elle en proie aux maux qu'elle a semés en Europe. Sir Charles Dilke bat en brèche la monarchie, l'Internationale a établi à Londres son quartier général, son principal repaire, les classes ouvrières s'agitent d'une manière menaçante, l'Irlande veut briser l'union, une portion du véritable peuple anglais lui-même, les fidèles Welches, parlent de vivre à part, et la bas, dans les Indes, le sol tremble et partout l'on marche sur des volcans.

Le tableau n'est pas chargé, il n'est que fidèle. Ce n'est pas à dire pour cela que tout soit désespéré en Angleterre. A côté de ces symptômes alarmants, il y a des signes de salut, de précieuses ressources de rachat, dont nous avons déjà parlé et sur lesquels nous aurons à revenir.

J. A. MOUSSEAU.

ÇÀ ET LÀ.

L'ÉLOQUENCE DES CHIFFRES.

On verra, par ce qui suit, que notre manière de voir et de calculer est partagée par des hommes experts dans ces questions.

M. Harvey évaluait ainsi le chiffre des habitants de la Confédération d'après l'accroissement naturel de la population:

	Evaluation.	Résultat.
Ontario	2,136,308	1,620,842
Québec	1,422,546	1,190,505
Nouveau-Brunswick	327,800	285,777
Nouvelle-Ecosse	396,404	387,805
Totaux	4,283,094	3,484,924

Différence

Qu'on lise maintenant les réflexions que le négociant canadien ajoute à ce tableau:

En 1851, alors que la population d'Ontario et Québec était de 1,842,260 âmes, les importations totales s'élevaient à \$21,534,788.

En 1861, quand la population des deux provinces atteignait 2,507,607, la valeur des marchandises entrées pour la consommation était de \$43,064,836.

Enfin, pour l'année expirée le 30 juin 1871, alors que la population des quatre provinces réunies n'était que de 3,484,924, la valeur des marchandises importées était de plus de \$95,605,000!

Tout le monde admettra qu'il y a, entre ce chiffre de l'augmentation de la population et celui des importations, une différence hors de toute proportion, et qu'il est bien difficile d'admettre l'exactitude du dernier recensement.

Maintenant, si l'on prend pour base de calculs les importations pour la consommation, l'on verra qu'il n'y a aucune pro-